

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Marseille le

19 JUL. 2013

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES
MILIEUX**

**Dossier suivi par : Monsieur CORONGIU
Tel : 04.84.35.42.72
N° 298-2013-MED**

**Arrêté portant mise en demeure à l'encontre
de la société LOMATRANS
à Châteauneuf-les-Martigues**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,**

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}, et notamment l'article L.514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10-2005-A en date du 28 décembre 2005 ;

Vu le rapport de la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 27 juin 2013 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 12 juillet 2013 ;

Considérant que la société LOMATRANS est autorisée à exploiter, au travers de plusieurs arrêtés, une plate forme logistique et des activités connexes sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues ;

Considérant que suite à la visite sur site par l'inspection des installations classées le 28 mai 2013, il a été constaté le non respect de certaines prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n° 10-2005-A du 28 décembre 2005 ;

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'il a été constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône

ARRETE

Article 1 :

La société LOMATRANS, située Quartier Grande Bastide, RN 568, 13220 Châteauneuf-les-Martigues, est **mise en demeure de respecter sans délai**, les dispositions antérieurement édictées selon les détails énoncés ci-après :

.../...

- Article 8.3.3. de l'arrêté du 28 décembre 2005 précité :

La hauteur de stockage extérieur des palettes ne doit pas dépasser **3 mètres**.

Article 2 :

En cas de non respect de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 2 : Délai et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision ; ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 3 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence,
- Le Maire de Cabriès,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques, de Défense et de la Protection Civile,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendies et de Secours,

Marseille 19 JUL. 2013

Pour le Préfet
la Secrétaire Générale Adjointe

Raphaëlle SIMEONI